

Déconstruire le spectacle politique : quand les médias mettent en scène

Geoffrey Joris

Dr - Chargé de cours

Université de Liège (ULg)

Political Sciences department

Scientific and Public Involvement in Risk Allocations Laboratory – SPIRAL

Boulevard du Rectorat, 7, Sart Tilman, B31, Box 29, 4000 Liège, Belgium.

Email addresses : Joris.Geoffrey@ulg.ac.be

Telephone : +32 (0)4. 366. 30. 12

Introduction

Tous les scientifiques s'accordent à dire que les médias reflètent ce que disent les gens et les gens reflètent ce que disent les médias. Dans ce contexte, il est demandé aux politologues de fournir des outils pour déconstruire ce jeu de miroir (déformant) et d'éclairer les dynamiques des dimensions politiques médiatisées. Pour ce faire le politologue n'est pas sans arme. De nombreuses méthodologies existent. Cependant tous ces outils ne sont pas sans poser des questions épistémologiques et éthiques. Sans vouloir rentrer dans ces controverses et sans vouloir identifier une, ou plusieurs, problématiques auxquels nous voudrions apporter notre modeste contribution, nous voudrions prendre le problème plus en amont. Il convient, en effet, de replacer les messages médiatiques dans le contexte dans lequel ils évoluent et se transforment et que nous appellerons les régimes communicationnel et informationnel. En effet, les médias ne sont pas des outils de communication anodins, ils opèrent une influence déterminante sur la construction des cadres conceptuels ainsi que sur les systèmes de valeur nécessaires à la compréhension de la réalité sociale. Le rapport média-acteurs sociaux s'apparente dès lors à un système de renforcement mutuel dans lequel la quête d'objectivité n'est pas l'enjeu central. Les médias opèrent, dans leur processus de traitement de l'information, un véritable cadrage des enjeux publics et c'est au travers de ces canevas que les acteurs sociaux appréhendent une grande partie des phénomènes publics et politiques. Il semble dès lors évident que si les médias jouent un rôle déterminant dans les mécanismes de mise à l'agenda politique des problématiques sociales et favorisent l'amorçage de certaines d'entre elles dans le processus de traitement politique¹, les médias jouent également un rôle fondamental dans la structuration du monde politique. En effet, s'il existe un système médiatique, ou un régime informationnel², se tissant entre acteurs sociaux et acteurs médiatiques, force est de constater que ce système a un deuxième versant : les structures politiques. Il semble évident que les médias canalisent l'output politique et agissent comme relais d'information entre le politique et les citoyens. Dans cette perspective, les formes et les mutations des médias imposent en retour des mutations et des adaptations du système politique dans son ensemble. Dans cette perspective, l'avènement de la société du risque³ a profondément modifié le rôle, comme le contenu, des médias. La transformation sociale et les processus d'individualisation rendent, en effet, les individus beaucoup plus sensibles aux messages médiatiques. Mais c'est aussi la transformation des

¹ Derville G., *Le pouvoir des medias: mythes et réalités*, PUG, Coll. Politique « En plus », Grenoble, 2005.

² Bimber B., How information shapes political institutions, in Graber D., *Media power in politics*, CQPress, Whashington D. C., 2006, p. 8-18.

³ Beck U., *Risk society*, Sage Publications, London, 1992.

médias eux même que la société du risque impose. En effet, les médias institutionnels qui étaient des porte-parole des institutions régulatrices se sont effrités en même temps que ces dernières et ont laissé la place à de nouveaux médias davantage commerciaux qu'identitaires, dont la logique d'action repose sur l'activation de comportements compulsifs plus que réflexifs (activation du registre émotionnel). Dans cette perspective les trois rôles généralement reconnus aux médias, à savoir informer – éduquer/socialiser – divertir, semblent tous passer par le crible du divertissement permettant l'exacerbation à outrance du « pathos » au détriment du « logos » et de « l'éthos ». Enfin, les nouveaux réseaux, dont Internet est l'exemple le plus marquant, jouent un rôle croissant dans l'univers informationnel en terme de transfert d'informations, de transmission de rumeurs mais aussi de potentiel d'objectivation comme de transfert de connaissance et finalement par la création de nouveaux espaces d'interaction. Dans ce nouveau contexte médiatique, on peut se demander où se construit aujourd'hui le « sens collectif » c'est à dire le politique !

Après avoir dressé l'étendue des mutations des médias et de leurs impacts sur les structures politiques, nous aimerions proposer, en nous inspirant des travaux d'Edelman⁴, une analyse empirique de quelques crises médiatiques récentes, portant sur des questions propres à la société du risque. Ces éléments devraient nous permettre de montrer la pertinence d'un guide analytique afin de déconstruire les messages médiatiques. L'idée défendue par notre contribution est que la sphère médiatique peut être comprise comme un « spectacle politique », un forum autonome, lui-même entendu comme un lieu d'intéressement et d'enrôlement des acteurs sociaux dans des problématiques *de facto* co-construites. Dans ce contexte, le rôle du chercheur en science politique est de poser les bonnes questions afin de déconstruire les messages qui lui sont proposés. Il s'agit de faire passer l'analyse de ces médias par le tamis disciplinaire pour en extraire des informations pertinentes. Le message médiatisé est-il une construction idéologique ? Le problème médiatisé n'est-il pas la négation d'autres problèmes ? Quelle est la part d'implication des dirigeants politiques dans la construction du problème et des usages ? Comment la médiatisation construit-elle, dans l'imaginaire collectif, l'identité des « ennemis » ou des responsables ? Et comment ces derniers participent-ils à construire la légitimité des solutions proposées ?

Notre étude entend donc dresser, à partir d'un raisonnement inductif mené dans le cadre d'une recherche doctorale dans le domaine de la gestion publique des « nouveaux risques technologique, une liste de questions susceptible d'aider le chercheur en sciences sociales à épurer le message médiatique de son emballage idéologique. Nous espérons de la sorte offrir un outil pratique et pragmatique qui permettrait d'appréhender avec distance et critique les contenus médiatiques tout en lui facilitant le choix, ultérieur, d'une méthodologie d'analyse de ces mêmes *corpus*.

1. Les mutations du régime informationnel et ses conséquences

1.1. Le régime informationnel

L'idée du régime informationnel repose essentiellement sur la reconnaissance de l'existence d'interactions systémiques entre les structures sociales, économiques, politiques et médiatiques d'une société donnée. Ce système d'adaptation mutuelle et de co-construction des acteurs, *de facto* interdépendants, peut être compris comme le fruit d'un calcul, sous influence d'un impératif de réalité imposant une adaptation du tout et des parties aux contingences. Ce processus itératif a été largement mis en évidence par Pierre Lévy avec son concept de « communication écologique »⁵. Ce dernier peut être compris comme l'ensemble des éléments relatifs à un système d'information et de communication auxquels les institutions, et les acteurs sociaux eux-mêmes, sont adaptés.

Ce régime informationnel comprend un certains nombres d'éléments agissant de concert afin d'offrir un système cohérent et stable. Ainsi, un régime informationnel contient tout d'abord, des propriétés qui peuvent être perçues comme les règles fondamentales et fondatrices du régime (les coûts, le niveau

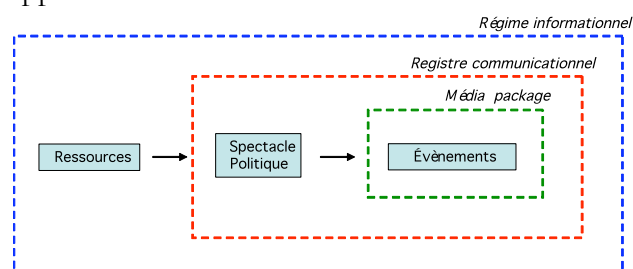
⁴ Edelman M., *Pièces et règles du jeu politique*, Seuil, Paris, 1991.

⁵ Lévy P., *Collective intelligence : mankind's emerging world in cyberspace*, Perseus, Cambridge Mass., 1997.

d'éducation, le temps de propagation d'une information...). Il existe également des contraintes particulières qui agissent sur le régime dans son ensemble. Ces contraintes peuvent s'assimiler aux règles de fonctionnement quotidien du régime (ce qui est possible de faire dans le cadre des contraintes initiales). Enfin, le régime informationnel comprend un ensemble d'acteurs, institutionnalisés ou pas, dont les comportements s'adaptent en fonction des deux premiers éléments composites.

Toute société comprend un régime informationnel. Ce dernier se voit, cependant, confronté tantôt à des transformations marginales, qui le modifient sans le transformer, et tantôt à des révolutions qui transforment le régime initial en le faisant passer dans une nouvelle dimension ou paradigme. En d'autres termes, une révolution informationnelle crée une rupture nette avec un régime précédant en en créant un nouveau dans lequel de nouvelles opportunités pour la communication politique tout comme pour l'organisation de mobilisations collectives émergent. Ces révolutions engendrent une véritable redéfinition des règles de fonctionnement et participent donc à une redistribution des facteurs d'influence. La nouvelle forme du régime informationnel offre dès lors de nouveaux avantages et inconvénients favorisant les organisations et institutions politiques dont la capacité d'adaptation est la plus développée. Il existe donc une course à l'information, à la mise à jour et à l'intégration prioritaire des innovations entre les différents acteurs politiques afin de garantir, au travers des mutations du régime informationnel, la structure de pouvoir en sa faveur.

De même, chaque régime informationnel comprend un ensemble de mécanisme de construction de la réalité qui se voit véhiculée par les médias. Ces mécanismes peuvent être rassemblés sous le vocable : « spectacle politico-médiatique ». Comme le sous-entend l'appellation, ce spectacle est un lieu de rencontre où les acteurs endossent un rôle qu'ils entendent confronter à celui endossé par les autres. Couplé avec l'approche proposée par Callon, ce serait dans cet espace que les acteurs sociaux procéderaient à un intéressement et un enrôlement des autres acteurs auxquels ils sont confrontés⁶. Pour chaque évènement, une construction spécifique s'opère que Gamson dénomme « media package »⁷. Ces différentes constructions bénéficient d'une cohérence interne et présentent aux spectateurs un cadrage particulier des évènements. Ce cadrage bénéficie d'une cohérence interne permettant de donner un sens⁸. Ces « media packages » « largely unspoken and unacknowledged, organize the world both for journalists who report it and, in some important degree, for us who rely on their reports »⁹. Ces constructions s'élaborent, en suite, suivant des registres communicationnels particuliers. Parmi ces registres on compte le registre scientifique, le registre émotionnel, le registre informationnel, le registre prospectif ou encore le registre normatif. Tous ces registres cohabitent évidemment entre eux. Cependant, en fonction du régime informationnel, un registre prend, généralement, le dessus par rapport aux autres.



⁶ Callon M., *Eléments pour une sociologie de la traduction – La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc*, *Année Sociologique*, 1986, n° 36, p. 169-208.

⁷ Gamson W.A., Modigliani A., *Media discourse and public opinion on nuclear power : a constructionist approach*, *American Journal of Sociology*, 95 (1), 1989, 1-37.

⁸ Remarquons tout de même que d'autres auteurs insistent sur le fait qu'au contraire, l'individu rationnel, tout comme l'individu à la rationalité limitée, doivent accommoder des "bouts d'information" qu'il rassemble dans la vie quotidienne, les relations sociales, les communications spécialisées, avec ces informations structurées proposées par les médias. Dans cette perspective, les médias contribuent surtout à rendre le public plus sensible à la dimension "collective" de la problématique en débat (étude faite dans le cadre des choix électoraux) favorisant la décentration de l'individu en citoyen. Voir sur ces points : Gerstlé J., *Les sensibilités à l'information politique*, in CURAPP, *Questions sensibles*, PUF, Paris, 1998, p. 124-147.

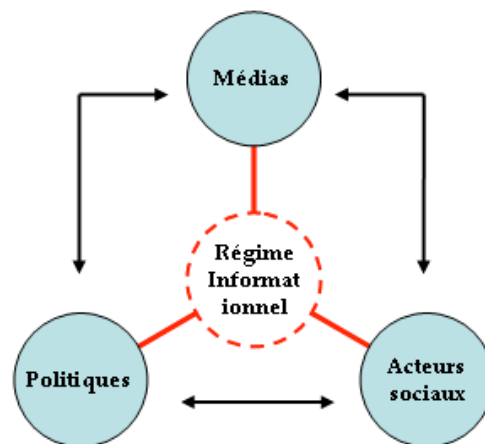
⁹ Giltin T., *The whole world is watching*, University of California Press, Los Angeles – Berkeley, 1980, p. 7.

Dans ce régime, les journalistes jouent un rôle de premier plan. En effet, ils sont les premiers à annoncer l'évènement, opérant, sous une pression plus ou moins institutionnalisée, un travail de sélection entre la multitude des messages possibles que des médiateurs veulent voir transmis à des auditeurs. Les auditeurs reconnaissent le rôle du communicateur chargé de construire la nouvelle réalité, comme le prouve l'augmentation de la consommation de médias pendant les périodes de crise collective.

Un journaliste belge qui suivait la crise de la vache folle nous décrivait cette sélection comme un choix rédactionnel collectif couplé à un nécessaire intérêt personnel : un journaliste se doit d'être curieux et de pouvoir s'investir dans une problématique afin de générer des informations de qualité. Le journaliste peut aussi trouver un sujet porteur ou une approche accrocheuse, un message qui entre en résonance avec la culture de l'audience. Par exemple, les questions liées à l'alimentation ou la santé ont un impact sur les lecteurs ou les auditeurs beaucoup plus important que d'autres questions, c'est notamment le cas pour la construction européenne, sujet très spécialisé mais isolé du quotidien des lecteurs. Le même journaliste nous énonçait par ailleurs que « Le sujet de la vache folle [...] [lui avait] permis de reconnecter les activités européennes avec la vie réelle ». Une critique des approches rigides et technocratiques rencontre aussi un certain succès ; une valorisation du patrimoine agricole artisanal européen peut être complété par une critique de la logique productiviste industrielle.

L'adoption de nouveaux « media package » n'est pas instantanée, sauf cas de crise aiguë qui remet alors en question la vision du monde des auditeurs. Par exemple le concept de « développement durable » qui était proposé pour la première fois en 1986 par la Commission Brundtland ne trouvait encore aucun écho médiatique en 1996 dans les médias ni la majorité des acteurs économiques belges. Il a fallu près de deux décennies pour que ce concept rencontre une certaine audience.

Enfin, deux versants à ces régimes informationnels peuvent être identifiés. Un premier versant, que nous appellerons « le versant social », correspondant à la ligne de force « politique – médias – acteurs sociaux ». Le deuxième versant, que nous dénommerons « le versant politique » correspond à la relation s'établissant entre « acteurs sociaux – politique ». Ce deuxième versant est rendu possible par l'action itérative des acteurs sociaux informés sur le système politique. Dans cette perspective le régime informel apparaît, non plus comme un vision linéaire de la diffusion de l'information, mais bien comme un véritable système processuel et itératif.



Mettre en évidence l'ensemble de ces mécanismes de construction revient à mener une analyse du discours prenant place dans ce « spectacle politique ». En effet, l'analyse du discours est essentielle pour mieux appréhender la dynamique prenant place dans le spectacle politico-médiatique puisque ce dernier peut être compris comme « [...] un foyer d'incertitude et un vecteur d'arbitraire où cohabitent de multiples niveaux et sites de significations qui se contredisent parfois mutuellement, souvent en

masquant leur incompatibilité. [...] [L]'usage du langage [...] [devient alors] un mode de construction et de modification de notre expérience bien plus qu'un outil servant à représenter une réalité objective.»¹⁰. Il devient alors nécessaire de mobiliser une approche alliant le scepticisme et retenue par rapport à la teneur et à la forme du message médiatique.

1.2. Révolution informationnelle contemporaine

Il semble évident que les récentes innovations technologiques dans le domaine de l'information et de la communication ont considérablement favorisé la déconstruction des régimes informationnels précédents en en modifiant le contexte historique dans lequel un équilibre s'était établi. Ces innovations récurrentes depuis le 19^e siècle ont favorisé une recombinaison sans précédent des médias. En effet, les médias, mais plus particulièrement les structures qui les sous-tendent, ont élaboré une stratégie d'adaptation combinant, à la fois, les pratiques antérieures, les innovations technologiques et une culture de la modernité afin de muter le secteur des médias en une véritable entreprise commerciale. « Ils ont emprunté, bricolé, innové, pour accoucher finalement d'un produit industriel et commercial unique. »¹¹. Un tel résultat n'aurait pu se concevoir sans des avancées technologiques qui ont été autant d'innovations qui ont bouleversé les modes de production, de distribution et de consommation de l'information, permettant le traitement d'informations et assurant leur diffusion auprès d'un large public. C'est aussi par la reconnaissance et la consolidation de certaines libertés, comme la liberté de la presse ou le secret des sources, que le contenu médiatique c'est considérablement enrichi. Pensons aux éditoriaux, aux billets d'humeur ou encore aux cartes blanches que nous voyons fleurir dans la presse quotidienne. Ces espaces d'échange d'idées et d'exposition et de construction des controverses a été, par la suite, mis en parallèle avec l'apparition des espaces publicitaires juxtaposant une logique d'information à une logique commerciale forte.

Les récentes innovations dans le domaine de l'information tels que le numérique, les télévisions par satellite, mais d'une manière plus marquante, l'apparition et l'utilisation massive d'Internet comme source de communication, cumulée à une montée en puissance de l'individu et une chute des institutions normatives, nous permettent d'affirmer que nous assistons à une véritable révolution du régime informationnel. Cette nouvelle révolution impose à l'ensemble du secteur d'adapter, tant le contenu que le contenant du régime. On assiste à une véritable redéfinition des structures mêmes des médias qui sont appelés à se transformer et à redéfinir de nouvelles manières de construire et de produire les contenus médiatiques. En effet, les liens, qui apparaissaient à l'observateur comme si robustes, entre support technique, modes de diffusion, système de financement et contenus ont tendance à s'effiloche, voir à se rompre. Elle favorise dès lors la construction de grands holdings afin de garantir des ressources financières suffisantes via la multiplication des supports médiatiques (Télévision, radio, Internet...). Elle pose de nouvelles questions quant à la concentration des opérateurs et la mise en concurrence des médias pilotés par l'Etat qui avaient pu profiter d'un quasi monopole pendant plusieurs décennies. Dans ce nouveau contexte, la concurrence devient une donnée d'autant plus structurante que si elle favorise la concentration de l'industrie des médias, elle favorise également, dans une stratégie de niche, la spécialisation des contenus médiatiques.

Cette concurrence pousse également à une redéfinition de l'alliance s'établissant entre les trois grands rôles impartis aux médias : informer, éduquer et divertir, auxquels est venu se greffer l'impératif commercial induit par la publicité. On a alors vu l'apparition d'une surreprésentation des fonctions de divertissement, allant même jusqu'à la contamination de ce domaine aux deux autres, imposant de la sorte un registre communicationnel presque exclusivement basé sur le sensationnalisme. On voit alors arriver sur le marché de nouveaux acteurs médiatiques allant jusqu'à ce que Cavalier-Croissant appelait

¹⁰ Edelman M., *Pièces et règles du jeu politique*, Seuil, Paris, 1991, p. 11.

¹¹ Demers F., *Déstructuration et restructuration du journalisme*, *tic&société*, Coll. 1, n°1, 2007, p. 33.

« les consumer magazines »¹² épousant le forme de médias traditionnels mais oeuvrant pour une enseigne commerciale particulière, ou encore les médias dits de « source »¹³ qui sont réalisés par des entreprises privées mais où l’emballage médiatique se veut neutre et objectif. Les contenus médiatiques sont donc redéfinis sous l’impératif de trouver des « nouvelles » présentées au public comme des événements métaphoriques. La construction de l’événement est alors perçue, selon l’expression de Demers, comme « un magistère », c’est à dire comme une heuristique orienté vers la mise à l’agenda politique de ce qui est neuf, de ce qui doit être géré et de ce qui peu encore attendre. « Enfin, l’appropriation par les médias de l’expression publique des pensées et opinions va leur permettre de se poser aussi comme des acteurs sociaux partiels et même partisans, parmi les autres. Invoquant la recherche de la vérité et du raisonnable, ils vont se donner le droit d’avoir des opinions qu’ils vont présenter comme « éclairées », comme « indépendantes » et guidées par la Raison, sinon par le bien commun. Autrement dit, leur magistère va prendre [...] [une nouvelle forme] en leur découpant un droit d’accès privilégié à l’expression publique de leur point de vue. »¹⁴.

1.3. Conséquences du régime informationnel actuel

1.3.1. Des processus d’administration de la chose publique en mutation

Dans ce nouveau régime informationnel, favorisant l’abondance de l’information, le pluralisme et l’individualisme, il semble évident que notre système politique fait l’objet d’une couverture sans précédente. Ce phénomène engendre la substitution des institutions traditionnelles comme sources d’information par la montée en puissance de l’acteur réseau. Cette transformation favorise également l’apparition d’associations politiques (ou de mobilisations sociales) *ad hoc* et temporaires, tout comme elle induit la transformation des stratégies et des ressources des institutions traditionnelles.¹⁵ Elle implique une attention redoublée des acteurs politiques durant les processus décisionnels aux acteurs extérieurs au système politique, ainsi qu’aux enjeux et dimensions contingentes ou contextuelles au détriment d’enjeux collectifs ou encore à l’élaboration d’une stratégie à plus long terme. Les politiques doivent donc prendre des décisions en y intéressant et en y enrôlant des acteurs multiples. Le régime politique voit dès lors ses contours se redessiner. L’élaboration d’une société de l’abondance médiatique impose en définitive une transformation radicale et finalement à une reconfiguration de l’organisation bureaucratique des sociétés occidentales. Ce processus de modification nécessite la création et la reconnaissance d’association de citoyens, de groupements d’intérêts ou d’agences spécialisées fortement ouvertes aux attentes sociales. Ces dernières seraient ainsi incorporées dans les processus d’élaboration des décisions politiques au détriment des institutions traditionnelles.

1.3.2. Un registre émotionnel renforcé ...

La relation « médias-acteurs sociaux » peut être lue comme une relation de dépendance¹⁶ réciproque. Il existe cependant deux attitudes bien distinctes par rapport aux messages médiatiques¹⁷. La première,

¹² Cavalier-Croissant V., Spano W., Touboul A., Rebillard F., De la culture comme image de marque aux marques journalistiques de la culture-Epok, le magazine de la FNAC, in Ringoot R., Utard J.-M., *Le journalisme en invention. Nouvelles pratiques, nouveaux acteurs*, Presses Universitaires de Rennes, Coll. Res Publica, Rennes, 2005.

¹³ Santanna F., Le journalisme brésilien : médias de source et profit du marché du travail, *Les cahiers du journalisme de Lille*, n°16, 2006, p. 168-188.

¹⁴ Demers F., *Op. Cit.*, p. 43.

¹⁵ Fallon C., Joris G, Zwetkoff C., Agir collectivement aujourd’hui et demain : la société du risque comme vecteur de changement, in Jacquemain M., Delwit P. (Dir.), *Engagement d’actualité et actualité des engagements*, Bruylant, Coll. Sciences Politique, Bruxelles, 2010, p. 217-244.

¹⁶ Ball-Rokeach S. J., DeFleur M., A dependency model of mass media effects, *Communication Research*, Vol. 3, n°3, 1976, p. 3-21.

¹⁷ Kahlor L., Dunwoody S., Griffin R., Neuwirth K., Giese J., Studying heuristic-systematic processing of risk communication, *Risk Analysis*, Vol. 23, n°2, 2003, 355-368.

peut être dénommée comme une approche périphérique ou heuristique. Dans cette hypothèse, les acteurs font confiance aux médias pour leur fournir des informations correctes et cohérentes. La relation de confiance étant stabilisée, les acteurs ne prêtent aux contenus médiatiques qu'une écoute passive. Les arguments, les associations d'idées ou les enjeux qui leur sont présentés ne font pas l'objet d'une mise en question systématique et ne sont, dans la plus part des cas, pas isolés du reste du contenu médiatique. En effet, contrairement à ce que les partisans de la dépendance médiatique proposent, certains acteurs individuels feraient davantage confiance aux médias qu'à leur expérience propre, ce qui serait le signe d'une certaine dépolitisation de l'expérience individuelle¹⁸.

La deuxième attitude peut être qualifiée d'approche centrale ou argumentative. Cette approche se caractérise par le comportement des acteurs sociaux élaborant une approche critique des contenus médiatiques. Dans cette hypothèse, les acteurs déconstruisent le contenu afin d'y faire ressortir les logiques argumentatives, les enjeux, voire les contradictions qui peuvent s'y trouver. Cette approche insiste sur l'importance de l'expérience individuelle dans la lecture des événements médiatiques afin de développer une approche objective sur les événements médiatiques.

Remarquons cependant que la différence entre les deux approches n'est pas exclusive. En effet, un acteur peut passer de l'une à l'autre approche en fonction des thématiques traitées. Dans cette optique, il convient de reconnaître l'importance des médias pour les questions complexes (qui a une expérience personnelle et immédiate des risques liés à l'énergie nucléaire ?) pour lesquelles les auditeurs ont moins de points de référence. Ils dépendent davantage des médias pour générer des visions de ces problématiques.

Dans un contexte où les enjeux financiers renforcent la concurrence, non seulement, entre les différents médias mais également à l'intérieur de chaque média, nous assistons à une redéfinition de l'importance relative et de l'écart entre l'approche heuristique et argumentative. En effet, dans un contexte où la fragmentation du marché est poussée à l'extrême, il n'est plus envisageable pour les médias de se prévaloir d'une orientation particulière. L'heure est au brassage large afin d'attirer, voire de « séduire », les acteurs et de tenter, autant que possible, de les fidéliser. La logique argumentaire devient la surenchère en mobilisant d'avantage le registre émotionnel (le pathos). Il s'agit d'intéresser et d'enrôler les acteurs sociaux à une vision dramatique et imposée de la réalité. Dans ce nouveau contexte, le citoyen est de plus en plus perçu comme un simple consommateur dont il faut assouvir le besoin de nouveauté créé par les médias eux-mêmes mais dont le consommateur devient lui-même le complice. La communication doit alors être un séisme permanent, un éternel recommencement. Ce séisme est également renforcé par une perte de l'institutionnalisation des communications. En effet, les sociétés actuelles se caractérisent par un effritement des institutions normatives qui cadraient fortement les débats publics et qui, par conséquent, rendaient la lecture des événements si pas plus facile, en tout cas moins confuse et plus directe pour les acteurs.

Dans ce nouveau contexte fait de concurrence et de désinstitutionnalisation, il devient de plus en plus difficile pour les acteurs sociaux de développer une approche critique sur les contenus médiatiques. Sans vouloir aller jusqu'à dire qu'il n'est plus possible de développer une approche argumentative, il est cependant de plus en plus difficile pour les acteurs de prendre du recul par rapport aux contenus médiatiques. On voit alors se créer un fossé grandissant entre les approches argumentatives et heuristiques des médias.

1.3.3. ... Mais contre balancé par une capacité argumentative renforcée

Si l'on assiste à un renforcement de la lecture heuristique des médias, on remarque pourtant que le public est souvent à même de proposer un cadrage personnel et de critiquer l'information médiatique. Autrement dit, si l'approche heuristique se voit renforcée, il n'en demeure pas moins que l'approche critique reste présente. En effet, les études des dynamiques contestant les modalités de gestion des « nouveaux risques technologiques » ont montré à quel point les acteurs peuvent mettre à l'épreuve les

¹⁸.Gertstle J., *Op. Cit.*, 1998.

informations qui leur sont transmises, qu'elles viennent des experts, des autorités ou des médias. Ils les confrontent à leur propre expérience et s'efforcent de les adapter à leur propre contexte¹⁹. De nombreux exemples de contestations réussies des modes publics de gestion des nouveaux risques ont donné tort aux analystes qui déclaraient les citoyens incapables de répondre et d'agir de manière adéquate dans un monde devenu trop complexe: ils sont des « spectateurs assourdis par le bruit du monde » dont la vision du monde découle exclusivement des informations médiatiques en dénonçant le danger pour la démocratie car les médias de masse contribueraient d'abord à renforcer les stéréotypes. Au contraire, les transformations de médias et l'utilisation d'Internet particulièrement permettent de nouvelles formes de conversations instructives.

C'est aux acteurs sociaux qu'il revient d'effectuer ce travail de mise en perspective. Internet transforme en effet en profondeur la démarche des acteurs sociaux. Il leur ouvre l'accès immédiat et sans médiateur, à une multitude d'informations relevant de registres discursifs différents. Les acteurs sociaux y retrouvent aisément des informations qui pourront renforcer leur propre lecture de la problématique, ou dans le meilleur des cas, des informations permettant d'objectiver les débats. La cohabitation à travers un même média d'informations alarmistes, d'expériences de vie, de communications scientifiques contribue à brouiller les frontières entre les registres activés autant qu'à permettre un enrichissement par la multiplication des grilles de lecture. Cependant, la probabilité de rentrer en contact avec des informations alarmistes est grande. Pas seulement parce que le Web est rempli de sites sensationnalistes diffusant des informations dont l'objectivité du contenu peut être mise en question, mais parce que la lecture initiale de l'événement public proposée par les médias aux acteurs sociaux agit comme une grille discriminante. Les acteurs sociaux ne cherchent pas des informations dans le but d'objectiver le débat mais bien des informations qui contribueront à renforcer leur propre lecture de la réalité. Le caractère alarmiste et sensationnaliste des informations présentes sur le Web contiennent, en effet, un certains nombres de caractéristiques expliquant leur rôle essentiel dans la construction d'une lecture de la réalité médiatique²⁰. En effet, les informations libellées sous un registre sensationnaliste facilitent l'accès des acteurs sociaux à l'information, tant sur le contenu que sur la forme. Il s'agit également d'informations généralement personnalisées (des récits personnels) qui permettent aux acteurs de reconnaître leur propre situation dans le récit de l'autre. Enfin, les informations alarmistes que l'on peut trouver sur Internet, semblent généralement bien argumentées, objectives et pragmatiques. Qui plus est, la forme généralement employée correspond au format des communications scientifiques. Les informations alarmistes permettent également aux acteurs sociaux de se connecter à l'expérience d'autres individus et de l'extirper ainsi de la position isolée dans laquelle ils se trouvent face aux médias traditionnels. Evidemment les informations devront être, dans la plus part des cas, adaptées aux circonstances dans lesquelles l'acteur se situe. Cependant, elles lui donnent l'impression qu'il détient une vérité, qu'il est capable de comprendre l'événement et qu'il est légitimement habilité à agir sur ce dernier en forçant non plus seulement la mise à l'agenda politique de la problématique envisagée, mais qui plus est d'être un acteur définissant le « la problématique médiatique ».

En ce sens, si la logique argumentative se voit renforcée par l'apparition de nouveaux médias, il convient de nuancer ces propos. En effet, dans le cadre des mobilisations sociales relatives aux « risques modernes », les problématiques ainsi que les enjeux qui y sont liés, sont entourés de larges incertitudes tant scientifiques que sociales. Dans cette optique, les informations, les données ou les positions émises par les experts tout comme par les scientifiques ne sont plus absolues, elles deviennent elles-mêmes sujettes à controverses et source d'incertitudes. De même, les données scientifiques ne sont plus structurantes mais doivent être, avant tout, considérées comme des ressources que les acteurs sociaux, et d'une manière plus générale l'ensemble des acteurs légitimes ou qui se disent légitimes, peuvent mobiliser dans la construction de leur argumentation.

¹⁹ Gamson W.A., Modigliani A., Media discourse and public opinion on nuclear power : a constructionist approach, *American Journal of Sociology*, 95 (1), 1989, 1-37.

²⁰ Borraz O., Devigne M., Salomon D., *Controverses et mobilisations autour des antennes relais de téléphonie mobile*, CSO, Paris, 2004.

Remarquons enfin que les analystes des médias insistent sur la persistance des canaux interindividuels et de leur importance pour le traitement des informations²¹. Les conversations contribuent à tisser un socle culturel qui détermine les structures cognitives que les individus peuvent mobiliser pour le traitement des informations médiatiques. « qu'il s'agisse de croyance, de représentations, de valeurs, qu'ils soient explicitement exprimés ou non, ils conditionnent la compréhension de tous les aspects de la vie sociale. » Quand les médias signalent une nouvelle information, et présentent « l'évènement », ils poussent les individus à se renseigner, à chercher des espaces de conversations qui leur permettent de se faire une opinion, si on suit la vision proposée de l'« acteur participant » de Dewey et non du « spectateur actif » de Lipmann. Ici encore, l'émergence grâce à Internet de nouvelles possibilités de conversations et de confrontations de points de vue et d'information ne peut que contribuer à renforcer le potentiel des spectateurs. Dans le cadre des mobilisations relatives à des implantations d'antennes GSM cette assomption semble évidente: les habitants peuvent rechercher des informations, poser des questions et se forger une opinion sans nécessairement dépendre ni des intermédiaires officiels (les fonctionnaires communaux) ni des centres de référence légaux (ici l'IBPT ou l'ISSeP) pour rassembler des informations critiques quant à l'innocuité d'une antenne relais au cœur d'un îlot urbain. Ils disposent non seulement d'un niveau de formation suffisant pour analyser et construire des schémas d'information cohérents, mais ils font également usage sans complexe du libre accès à toutes ces informations, habitués qu'ils sont à développer une image du monde centrée sur le « moi ». Ce faisant, ils renversent le rapport entre le « moi » et la société, ce qui se traduit, entre autre, par une subjectivisation des risques²².

Dans ce nouveau contexte, les deux versants du régime informationnel sont appelés à se transformer pour s'adapter aux nouvelles contraintes. L'apparition du nouveau régime informationnel pousse à remettre en question l'organisation centralisée et bureaucratique des pouvoirs publics. En effet, la multiplication des acteurs et la reconnaissance du pluralisme au sein de notre société, pousse le système politique à contextualiser d'avantage ses prises de décisions en mobilisant des normes souples et adaptables, ainsi qu'à opter pour des procédures d'ouvertures des processus décisionnels au sens large (stakeholders, experts et public d'une manière générale)²³.

1.3.4. Multiplication des registres communicationnels

Le nouveau régime informationnel se caractérise également par une multiplication des registres communicationnels liés à une problématique particulière. Il n'est, en effet, pas rare de voir se cumuler des registres scientifiques, économiques, sensationnalistes, politiques et environnementaux. Remarquons que cette multiplication des registres, tout comme la choix des journalistes de se focaliser sur un registre particulier, contribue à la « narration » de l'information. En effet, les journalistes, en agissant de la sorte, créent une incertitude ou tout du moins participent à mettre l'accent sur une incertitude particulière qui s'avèrent la plus évidente à mettre en scène. Ce phénomène est particulièrement visible dans les émissions relatives à l'utilisation massive des ondes électromagnétiques (émission « Question à la Une » de la RTBF par exemple). Dans ces dernières, la multiplication des registres (économiques, scientifiques voire environnemental) combinée à une focalisation des enjeux sanitaires sur une cible communément considérée comme fragile et vulnérable, les enfants, contribuent à amplifier la dimension émotive liée à la thématique traitée.

De même, si la multiplication des registres semble en partie due à la complexité des évènements médiatisés (pensons aux enjeux liés au réchauffement climatique), un mélange trop important de registre tend à rendre le contenu médiatique difficilement compréhensible par les acteurs sociaux. Ce

²¹ Lazar J., La médiatisation des questions sensibles, in CURAPP, *Questions sensibles*, PUF, 1998, p.135-147.

²² Beck U., *Op. Cit.*, 1992.

²³ Nous avons d'ailleurs récemment écrit un article sur le sujet. Voir : Fallon C., Joris G., Zwetkoff C. (2009), Using stakeholders' expertise in EMF and soil contamination to improve the management of public policies dealing with modern risk: when uncertainty is on the agenda, in Martorell S. (Ed.) et al., *Safety, reliability and risk analysis*, Vol. 2, p. 1609- 1617.

phénomène peu alors participer à rendre les approches argumentatives difficiles à élaborer par ces derniers. En effet, le temps, et donc l'énergie, supplémentaire nécessaire à fournir en vue d'identifier les différents registres et d'en extraire les logiques argumentatives sont autant d'éléments à investiguer. Si, comme nous l'avons déjà mentionné, Internet facilite le processus, il ne demeure pas moins qu'il est nécessaire pour les acteurs sociaux de mobiliser des registres parfois fortement opposés et donc de mobiliser des grilles de lectures *ad hoc*. Cela revient en réalité à développer une approche interdisciplinaire au prix d'effort de traduction, de déconstruction et de reconstruction parfois incompatibles avec les conditions de vie dans nos sociétés contemporaines.

Cependant, la multiplication des registres peut s'avérer être, en certaines circonstances, une opportunité pour les acteurs. En effet, en multipliant les registres, les acteurs restent libre de « rentrer » dans une thématique via une dimension plus que dans une autre compte tenu des opportunités et de la stratégie poursuivie par les acteurs. En agissant de la sorte, on arrive très vite à des situations dans lesquelles il existe un décalage entre les/le registre(s) proposé(s) par les médias et ceux/celui proposé(s) par les acteurs. S'ouvre, alors, un espace de confrontation et de discussion d'idée appelé : « forum médiatique ».

2. Une grille d'analyse comprehensive du régime informationnel

L'objet de notre contribution reposant essentiellement sur l'étude des phénomènes opérant en aval du régime et ne favorisant pas une vision transformatrice, nous voudrions proposer un grille de lecture permettant de mieux comprendre les mécanismes à l'œuvre dans le régime informationnel de nos sociétés contemporaines. A cette fin, en nous appuyant sur les travaux d'Edelman, nous voudrions construire une grille d'analyse du discours prenant place dans ce « spectacle politique ». Cette grille aurait comme objectif de décortiquer les messages médiatiques plus que d'offrir des solutions à cet état de fait souvent décrié par les analystes des médias. Sans proposer un *guideline* savamment formaté, nous aimerions proposer, avant tout, une grille d'interrogations permettant au chercheur en sciences politiques « d'épurer » le contenu médiatique de son traitement émotionnel. Un tel travail de déconstruction nous semble, en effet, essentiel afin de faire apparaître le contenu médiatique non pas comme un fait mais bien comme un instrument façonné et donc construit. La mise en perspective du contenu et du contenant médiatique permettra ainsi au chercheur de mieux identifier, et appréhender, les référentiels d'action à l'œuvre dans les processus de mobilisations sociales.

2.1. Considérer les problèmes comme une construction sociale

La mise à l'agenda politique et médiatique de certains événements ne s'effectue pas parce qu'ils s'imposent comme des éléments essentiels auxquels la société se doit de répondre afin de garantir le vivre en commun. Ils ne peuvent en tout état de cause être perçus comme des vérités objectives qui s'imposeraient au politique et aux acteurs sociaux. Bien au contraire, ils deviennent des outils de mise en évidence. « Ils définissent les contours du monde social, non pas selon un schéma identique pour tout un chacun, mais à la lumière des situations diverses en fonction desquelles les individus réagissent [au spectacle politico-médiatique] »²⁴. Il est évident que la lecture sensationnaliste des médias d'événements particuliers contribue fortement à la transcendance des événements. Comme si certains faits, devenus des problèmes de société, s'imposaient comme des nécessités impérieuses qui, sans traitement immédiat, netterraient à mal la société dans son ensemble. C'est avant tout au chercheur qu'il appartient de prendre du recul face aux événements et de mettre en évidence, pour mieux comprendre et expliquer, les processus d'instrumentalisation. Pour ce faire le chercheur se doit de se poser un certains nombres de questions simples mais qui initient le déconstruction du discours.

Le discours médiatique étant un instrument d'intéressement et d'enrôlement, la première question à se poser est dès lors : « A qui bénéficie l'orientation donnée à un événement ? », ou comme le disait

²⁴ Edelman M., *Op. Cit.*, p.37.

Lasswell : « Who gets what, when, and how ? »²⁵. En effet, ce qui est présenté comme un problème pour certains augmente évidemment l'influence d'autres acteurs. Ainsi, considérer la problématique de la dépollution des sols comme un enjeu économique et non plus seulement comme un enjeu environnemental a manifestement contribué à la montée en puissance de la SPAQUE sur la scène médiatique et politique wallonne, et à une remise en question de politiques telles que « Natura 2000 ». De même, quand la presse met en avant la production des « carburants verts », le cadrage est le plus souvent technique et productiviste, parfois complété par une analyse des performances énergétiques de la filière. Mais il met rarement en avant les scénarios alternatifs de restriction de la consommation énergétique. Il convient dès lors de se rendre compte de la portée des termes médiatiques qui dissimulent ou qui soulignent les bénéfices dans une situation donnée. De même une présentation d'événements en fort contraste avec la réalité vécue par les acteurs sociaux participe à masquer plus facilement l'inefficacité ou les bénéfices engrangés par certains groupes dans une situations donnée. La multiplication des reportages sur les multimillionnaires ou encore la médiatisation des jeux de loterie sont autant d'exemples intéressants et enrôlant les acteurs sociaux dans une dynamique « d'avenir meilleur » et tentent de diminuer le sentiment d'inefficacité des politiques de redistribution des richesses dans nos sociétés.

Se demander qui bénéficie de la présentation du problème revient, dès lors, à accepter qu'il existe « une diversité des significations inhérente à tout problème social »²⁶. Répondre à cette même question, c'est mettre en évidence que la problématisation entend focaliser artificiellement l'attention sur une lecture particulière d'un événement. C'est aussi accepter que les solutions qui vont être données au(x) problème(s) peuvent être mutuellement incompatibles du fait qu'elles doivent répondre à des intérêts divergents et en compétition. Les solutions proposées modifient également la structure d'influence, favorisant ou défavorisant certains groupes en compétition. Il ne sera, dès lors, guère surprenant que certaines des conséquences des solutions prises iront à l'encontre même des objectifs préalablement identifiés. Sur ce dernier point, il apparaît évident que les intitulés des politiques agissent comme des marques ou un label particulier, cristallisant autour de quelques mots tout un ensemble de valeurs et d'intérêts qu'il convient de mettre en évidence et en comparaison aux instruments et effets mis en œuvre sous ce même slogan.

Cette première question posée, il convient, ensuite, d'identifier les raisons explicatives du problème. En effet, une problématique ne peut rester à l'agenda politique que si elle est présentée accompagnée de raisons particulières la cadrant et la légitimant. Il convient par exemple que les raisons invoquées se trouvent en adéquation, voire renforcent, l'idéologie dominante au moment où la problématique est posée. Il est évident qu'une idéologie ne peut rassembler l'unanimité. En ce sens, le discours et la construction de l'ennemi, de l'opposé ou du résistant deviennent dès lors une clé de compréhension de la réalité produite par le couple politico-médiatique. De même, la construction de « l'ennemi » peut-être, en soi, une raison de la problématique. De même, si les explications de certains événements sont multiples, et souvent divergentes, les raisons sont également multiples. Or les présentations généralement proposées par les médias de certains événements sont libellées sur l'affirmation unimodale. Si cette présentation contribue à renforcer une répartition d'influence désirée, elle permet également l'apparition de détracteurs, dont l'action tend à favoriser la stabilité du régime d'influence mis en place. En effet, l'opposition quant aux explications participe à l'élaboration d'un système participant à la stabilisation de la présentation du problème. « Les oppositions entre les opinions exprimées [...] réaffirment et réifient ce que chacun connaît déjà et tient pour acquis [...] »²⁷, se dire pour ou contre les OGM, revient à reconnaître que l'autre position existe, que l'une ou l'autre position se trouve en adéquation avec la raison invoquée au problème et que donc le problème reste entier tout comme le système d'influence l'accompagnant²⁸. L'élaboration d'un consensus dans ce contexte est

²⁵ Lasswell H., *Who gets what, when, and how ?*, McGraw-Hill, New-York, 1936.

²⁶ Edelman M., *Op. Cit.*, p.42

²⁷ Edelman M., *Op. Cit.*, p. 48.

²⁸ Remarquons que, comme l'a mis en évidence Downs, il existe « un cycle d'attention aux questions ». Ce principe, bien connu des publicistes, veut qu'au bout d'un certain temps, sous l'effet de lassitude, une problématique soit

donc difficile car conflictuel mais, dans une autre perspective, un accord établi dans le débat contradictoire est toujours plus difficilement remis en cause²⁹. Ainsi, l'opposition « renforce [...] les clivages sociaux conventionnels : elle consolide ces divisions d'intérêts durables dans le cadre desquelles les pouvoirs respectifs, les sanctions et les limites de la rivalité sont bien établis et largement reconnus. La conséquence politique d'un tel renforcement est évidente : les réalignements, les nouvelles coalitions ou les formes non conventionnelles d'action politique sont exclus du discours commun et deviennent ainsi plus improbables. L'évocation et la reconstruction des origines sont une donnée constante, centrale et omniprésente des manœuvres politiques [et médiatiques], un processus langagier qui constituent les groupes en conflits, les oppose pendant des laps de temps variables et confère aux actes politiques une apparence de dynamisme et de tension qui n'a souvent aucun rapport avec leurs résultats effectifs. »³⁰

Lors de la présentation d'un problème, il convient également de mettre en évidence les autorités mobilisées dans la construction de ce dernier. Les savoirs, l'expertise ou encore l'expérience de ces derniers contribuent fortement au « marquage » du problème. De même, l'identification des institutions d'appartenance de ces autorités est essentiel : Qui en fait partie ? Quelles sont les sources de financements de cet organe ? Quel est le poids critique au niveau scientifique ? Quels sont leurs domaines d'investigation principaux ? Quelles sont les écoles de pensées mobilisées par cet institution ? Questionner les autorités mobilisées ne revient évidemment pas à une remise en question de la sincérité de ces derniers. L'objectif poursuivi est tout autre, il est de mettre en évidence le statut de ces experts et d'identifier le lien structurel s'établissant entre les demandes sociales occasionnées par la médiatisation des problèmes et leur valorisation ou dévalorisation sur la scène politique par ces autorités.

Entre 1985 et 1996, la gestion de la crise européenne de la « vache folle » a vu une nette évolution du cadrage de la problématique : on est passé d'une crise des éleveurs britanniques à une crise économique majeure pour l'Europe, celle du marché européen de la viande bovine, dont l'impact financier sera pris en charge par les partenaires européens. La crise a été en Belgique gérée principalement par les autorités en charge de l'agriculture : sous le couvert d'un discours de protection des consommateurs et de la santé publique, ce sont bien les acteurs du réseau de la viande bovine et non ceux de la Santé publique qui ont géré la crise³¹. Il faudra attendre une nouvelle crise du secteur agro-alimentaire, celle de la dioxine en 1999, pour voir une redéfinition de la problématique et l'inscription d'une partie des activités de contrôle du secteur de l'agriculture au sein des politiques relevant directement des questions de Santé publique.

Si les autorités mobilisées sont, à la fois, source d'arbitrage et de cadrage de la problématique, ils sont également, en certaines occasions, la source de l'apparition de la problématique. Il n'est en effet pas rare que les solutions aux problèmes soient élaborées avant même la médiatisation de la problématique. Une analyse chronologique doit donc être toujours envisagée par le chercheur afin de mieux comprendre les liens se tissant entre solution, autorité et problématisation.

Il faut également mettre en évidence des mécanismes tels que la problématisation de certains événements comme instrument de mise sous silence d'autres problèmes. Ainsi problématiser le ralentissement de la hausse du pouvoir d'achat évite de parler du véritable problème que sont l'accroissement spectaculaire des écarts types entre les hauts et les bas revenus, ou encore le problème de la stabilité de l'emploi dans certains secteurs de l'économie. De même, il convient d'identifier les mécanismes qui tendent à problématiser des enjeux matériellement invisibles. Il n'est en effet pas rare que l'on voie des thématiques se problématiser sur base de rumeurs, voire de fabulation. Dans un

remplacée par une autre. Il est alors nécessaire de mettre en évidence les mutations apportées, généralement à la marge, aux problématiques afin de les tenir dans l'agenda public. Voir: Downs A., Up and down with ecology : the issue-attention cycle, *The Public Interest*, n°28, 1972, p. 38-50.

²⁹ Manin B., *Principes du gouvernement représentatif*, Ed. Flammarion, Coll. Champs, Paris, 1995.

³⁰ Edelman M., *Op. Cit.*, p. 50.

³¹ Fallon C., *La crise de la vache folle à la lumière de ses réseaux*, in CURAPP, *Questions sensibles*, PUF, 1998, p.107-123.

registre un peu différent, le classement de certaines problématiques dans la catégorie des crises permet de faire basculer l'échelle temporelle en ne laissant que peu de place à l'action réfléchie. La crise devient alors le terrain fertile à des concessions et privations légitimées par l'urgence et la gravité et dont le jugement ultérieur se voit traité selon une grammaire de la responsabilité *sui generis*. Dans le cadre de la pollution des habitations autour de la décharge de Mellery, les autorités sanitaires avaient, par exemple, programmé plusieurs actions afin de déceler un éventuel effet sur la santé. Un groupe de chercheurs détectèrent un impact de geno-toxicité chez une partie des riverains³², y compris de jeunes enfants. Les informations transmises aux ministres concernés (santé et environnement) furent divulguées par la presse suite à une fuite, provoquant une crise locale majeure par un effet d'annonce brutal sous le titre « Des mutants à Mellery ? ». Cette fuite ne profitait ni aux habitants ni aux autorités locales, mais elle permit aux autorités régionales de prendre des positions rapides et autoritaires, sans entrer dans une dynamique de concertation avec les riverains ni à devoir justifier, l'efficacité ou encore l'efficacité des mesures prises, qu'il fallut, par la suite, légitimer.

Les problématiques, loin d'être des éléments objectifs, sont avant tout des constructions, des instruments de gestion qu'il est nécessaire de déconstruire. En recherchant à qui bénéficie cet instrument, identifier et comprendre les origines et raisons avancées ainsi que les moyens utilisés permettent au chercheur d'attirer l'attention du chercheur sur certains éléments qui lui seront d'une utilité cruciale dans la compréhension de l'événement étudié.

2.2. L'incarnation physique de la problématique

La littérature scientifique tout comme la pratique empirique démontre l'importance que peut jouer la figure politique ou du porteur de projet, dans les processus de problématisation et de médiation d'événement. C'est en effet lui qui donne du sens à un monde politique qui, de l'extérieur, apparaît comme confus. Le citoyen lambda ne comprend pas souvent les enjeux, dynamiques tout comme les alliances qui peuvent prendre place dans l'arène politique. Au travers de cette nébuleuse, la figure politique, et plus particulièrement l'acteur politique apparaît comme un élément fixe, un élément de repère. Si c'est principalement dû à son leadership ou à son charisme que la figure politique se voit endosser le rôle de donneur de sens, c'est aussi, et avant tout, l'aura de confiance qu'il construit autour de sa personne et de ses actions. C'est cette combinaison qui lui offre la possibilité d'innover. Or l'innovation est un risque. La figure politique veut perdurer au pouvoir, il a tout intérêt à endosser les positions en vogue à un moment donné. C'est ce mélange qui lui confère sa position toute particulière. Il est à la fois source de nouveauté, d'espoir et de changement alors qu'il ne peut, s'il veut imposer sa marque, que se conformer aux règles que sa fonction impose. Le rôle de la figure politique est donc essentiel puisqu'elle rend intelligible le monde social tout en permettant une déresponsabilisation des masses.

Dans ce contexte, la relation se tissant entre les figures politiques et les médias, mais encore plus particulièrement entre les hommes politiques et ces derniers, est toute particulière. En effet, cette relation est à la fois présumée, voire imposée, en ce sens presque structurelle mais basée sur une confiance toute relative, presque ambiguë. En effet, les figures politiques ont besoin des médias pour relayer leurs actions, tout comme les médias ont besoin de ces figures politiques puisque leurs actions constituent une large part des contenus médiatiques. C'est donc, au départ, un véritable « alliance objective » qui se tisse entre eux. Cette alliance repose exclusivement sur une confiance réciproque sous-tendue par un respect mutuel. Les figures politiques donnent aux médias des informations que les médias peuvent, ensuite, largement diffuser et ainsi contribuer à la visibilité de la figure politique et la construction de l'imaginaire qui l'entour. Cette confiance est cependant toute relative puisque les médias, bénéficiant de larges protections juridiques quant à leur autonomie et responsabilités, restent

³² Fallon C. et Laurent C., Interlocking Biological and Political Uncertainties in Public Decision Making : A Case Study at Mellery (Belgium), Society for Risk Analysis-Europe Annual Meeting; "Risk Analysis: Opening the Process", Paris, 1998.

critique par rapport aux informations qui leur sont fournies³³. De leur côté, les figures politiques sont elles-mêmes sur leurs gardes. En effet, si l'alliance politico-médiatique est un fait établi, il n'existe pas de relation de subordination de l'un par rapport à l'autre. Autrement dit, les médias sont libres de traiter l'information fournie suivant la ligne éditoriale qu'ils souhaitent. L'ambivalence de cette relation met, en réalité, les deux acteurs sous tension permanente. La relation s'établissant entre médias et figures politiques au sens large, laisse donc une large place pour une relation basée sur un système de dons et de contre dons. Tout écart, toute dissimulation ou tentative de manipulation est susceptible de remettre en cause ces alliances qui ne sont, en définitive, qu'équilibre précaire. Cet équilibre brisé, la relation de confiance ne pourra se réinstaurer que de manière lente, progressive et basée sur une méfiance toute légitime. Remarquons cependant que cette relation média-acteurs politiques se construit pour chaque thématique avec une certaine stabilité mais susceptible d'être redéfinie sous l'impératif de crise.

D'une manière plus générale, la culture politique et de communication des acteurs politiques influence en grande partie la relation s'établissant entre politiques et médias. En effet, deux grandes cultures peuvent être identifiées : une culture du débat et une culture du contrôle. Dans la première, l'acteur politique ne tente en aucune manière, sauf marginale, de limiter la diffusion du contenu des débats politiques. Une transparence est dès lors de mise permettant de mettre au grand jour les divergences, jeux de pouvoirs et les stratégies des acteurs politiques. L'objectif poursuivi est certainement d'exposer aux citoyens les arcanes du pouvoir et les difficultés de certaines problématiques et d'exposer le travail des politiciens trop souvent accusés d'immobilisme. Mais c'est aussi une forme de stratégie puisque le risque de diffusion médiatique de certaines positions peut forcer les hommes politiques, en certaines situations, à opter pour des positions moins rigides et à entrer dans des processus de négociations qui n'auraient pas été possibles sans l'abandon de positions fortement polarisées. Cette approche est aussi autant pédagogique pour les citoyens et les observateurs qu'un danger pour la stabilité des gouvernements.

La deuxième approche, dite de contrôle, se caractérise par le fait que l'acteur politique tente de canaliser les « inputs » médiatiques. L'objectif poursuivi est de ne pas laisser transparaître dans les médias les jeux de pouvoirs et les processus de négociations à l'oeuvre dans les sphères politiques. L'objectif final est donc d'offrir aux citoyens une vision uniforme, stable et contrôlée des jeux politiques, lesquels peuvent se poursuivre sans la pression médiatique.

Dans ce contexte, il convient d'aborder les contenus médiatiques de manière tout précautionneuse. Il convient de s'interroger sur cette relation de confiance, ou de méfiance, qui se tisse entre les journalistes et les figures politiques au sens large et de son influence sur les contenus médiatiques. Il devient alors essentiel de comprendre comment l'image du porteur de projet au sens large est construite dans les médias. Il convient également de dresser la personnalité du porteur de projet telle que présentée par les médias, d'identifier les symboles qu'on lui rattache, de mettre en évidence le rôle qu'on veut lui faire jouer et finalement de mettre en exergue les actions et les conséquences qui y sont rattachées. Ces dernières peuvent faire l'objet d'un traitement médiatique favorisant soit la mise en avant plan, à l'arrière plan, ou simplement l'exclusion de la scène médiatique des conséquences, enjeux ou intérêts de certaines actions. Ainsi, les porteurs de projet pourront être rattachés à l'échec ou au succès d'une résolution d'une problématique contribuant dès lors à la structuration d'une vision particulière de la problématique. Le leadership reconnu aux figures politiques devient, alors, une forme d'exclusion. Il tend à détourner l'attention de l'observateur et de l'analyste des stratégies, enjeux, conflits ou influences structurelles qui s'opèrent sur la scène publique. « Se focaliser sur l'individu qui a impulsé telle ou telle orientation suivie par beaucoup et contestée par quelques-uns revient à oblitérer les changements matériels et culturels qui déterminent quelles personnalités ou mesures tiendront la route, et lesquelles seront vouées à l'insuccès. »³⁴ Ce déni de la dimension collective dans la dynamique des choix sociaux contribue à limiter de fait l'éventail des possibles. Le débat public sera concentré sur

³³ Gamson W. A., Modigliani A., *Media discourse and public opinion on nuclear power : a constructionist approach*, *AJS*, Vol. 95, n°1, 1989, p. 7.

³⁴ Edelman M., *Op. Cit.*, p. 119.

la personnalité politique à l'avant plan et pas sur l'analyse structurelle de la question collective posée à l'autorité publique. Cette mise à l'écart est fondamentale et fait partie inhérente du jeu politique.

2.3. La construction de l'ennemi

Nous avons déjà montré l'importance capitale du rôle de l'ennemi dans la construction du discours médiatique. Sans vouloir revenir sur les éléments déjà invoqués, nous voudrions simplement revenir sur certains points et de montrer plus en détails sur le rôle structurant de l'ennemi dans le discours médiatique.

Premièrement, faut-il rappeler que l'ennemi peut prendre de nombreuses formes. Il peut évidemment s'agir de personnages publics, de partis, d'idéologies ou encore un pays. Dans un processus de création d'une réalité médiatique, le rôle des ennemis peut véritablement s'apparenter à un avantage. En effet, « [...] l'évocation d'un ennemi menaçant peut aider à s'assurer l'appui de ses cibles potentielles [...] ». En effet, les ennemis permettent aux porteurs de projet de renforcer leur propre position et de mobiliser ses partenaires. Le discours sur les ennemis est souvent chargé d'émotivité et de passion, mis en opposition claire avec les perceptions politiques dominantes. Ils doivent, avant tout, être compris comme des répertoires de récits, d'une grille de lecture s'appuyant sur suffisamment d'éléments véridiques de telle manière que cette grille de lecture opère comme un système autoalimenté. En effet, l'exagération basée sur des éléments vérifiables permet à chaque confirmation de renforcer le récit porté sur l'ennemi. Il est fondamental pour le chercheur de mettre en évidence ces récits et d'en comprendre le sens. Il ne s'agit pas là d'un travail évident. En effet, l'évocation de l'ennemi est d'autant plus opérationnelle qu'il se fait discret. Il convient dès lors d'identifier les associations implicites, les images utilisées, les valeurs mobilisées tout comme la charge émotionnelle associée aux images employées. Il est également important de mettre en évidence les déplacements de cibles. En effet, il n'est pas rare de voir les ennemis muter ou s'incarner dans des personnages, groupes ou communautés. Ces déplacements sont véritablement gratifiant et participent activement à la construction des récits médiatiques. En effet, la personnalisation de l'ennemi participe clairement à renforcer la cohésion sociale autour du récit médiatisé et tend à rendre réel le discours culpabilisant offert par les porteurs de projets et les médias. Dans le cadre de la dynamique de problématisation de la décharge de Mellery par exemple, les acteurs locaux ont ainsi pu construire un ennemi commun très visible, l'entreprise Cokerill Sambre, qui utilisait le site comme décharge de résidus de fabrication. Cette cible ne risquait pas de provoquer de déchirements locaux, l'entreprise n'étant pas un acteur économique local important. Quand les décisions de justice ont donné raison aux riverains face à l'entreprise, les médias ont relayé positivement ce « combat de David contre Goliath », diabolisant les industriels et mettant en avant le droit des habitants à disposer d'un environnement sain. Les péripéties ultérieures n'ont pas permis aux riverains de reconstruire une cible créant une telle unanimité. La pollution avérée du village a au contraire contribué à faire émerger plusieurs groupes avec des représentations contradictoires, où les victimes ont eu tendance à se déchirer pour valider leur propre vision du monde au détriment des autres.³⁵

Remarquons également que la construction sociale des ennemis est un processus culturellement et temporellement défini³⁶. Il est dès lors assez difficile d'identifier des images stables raccrochées à certains acteurs ou groupes d'acteurs. Ainsi, les images raccrochées aux entreprises privées, à titre d'exemple, peuvent considérablement varier d'une époque à une autre. Une seule exception notoire à ce contextualisme : les enfants. En effet, l'imaginaire entourant les enfants synonymes de fragilité et de dépendance semble de tout temps et dans toutes sociétés être rattaché une image positive.

³⁵ Fallon C., Une Réaction citoyenne, Les leçons d'un comité d'action à Mellery, Ed. Luc Pire et Fondation Roi Baudouin, Bruxelles, 1997. ; Fallon C. et Lamotte P., Une Réaction citoyenne, Les leçons d'un comité d'action à Mellery, Ed. Luc Pire et Fondation Roi Baudouin, Bruxelles, 1997.

³⁶ Schneider A., Ingram H., Social construction of target populations : implications for politics and policy, *American Political Science Review*, Vol. 87, n°2, 1993, p. 334-347.

Enfin, l'ennemi participe également à l'émergence d'autorités. Afin de garantir leur position d'influence dans la structure en place il convient dès lors de permettre à cet ennemi de perdurer dans le temps. Investiguer de manière précise les sources d'autorités, comme nous l'avons mentionné précédemment est donc essentiel pour mieux comprendre le lien avec l'ennemi, mieux comprendre la structure mise en place et finalement mieux comprendre la problématique envisagée.

3. Conclusions

Le régime informationnel de nos sociétés contemporaines se traduit par une structuration du spectacle politique sous le mot d'ordre émotionnel. Le message médiatique s'incarne dès lors dans une construction artificielle à partir de la quelle les acteurs sociaux sont intéressés et s'enrôlent face à un message instrumentalisé. Il convient au chercheur en sciences sociales de mieux appréhender ce message médiatique pour, en définitive mieux comprendre la vision du monde partagée par les acteurs sociaux. En effet, notre démonstration tend à mettre en évidence que tous les éléments d'information ne peuvent prendre de sens que si ils sont mis dans un contexte. En effet, le spectacle politico-médiatique entend mettre en scène des faits au profit d'une vision particulière de la réalité et des événements. Les informations sont donc de simples « catalyseurs de soutiens et d'oppositions politiques qui s'éclairent à la sensibilité du spectateur, de ses aires d'ignorance et de ses positions idéologiques. »³⁷ Il convient dès lors au chercheur de trouver des clés d'analyse pertinentes lui offrant la possibilité de mettre en évidence l'influence du régime médiatique sur les événements publics. Il est, en effet, impératif pour le chercheur de construire autour des événements médiatiques un langage, un questionnement lui permettant rapidement de mettre en évidence les enjeux, les stratégies et les perspectives à l'oeuvre dans le discours médiatisé. Pour ce faire, regarder l'événement médiatique comme un acte de problématisation, comme un processus de construction dans lequel il est possible de mettre en évidence les processus à l'oeuvre dans son élaboration, est d'une importance capitale. Comprendre à qui bénéficie le problème, quels sont les origines affirmées et les moyens mis en oeuvre en vue de résoudre le problème, permettent au chercheurs d'aborder avec plus de sérénité un événement brut. De même identifier les porteurs de projet, mettre en évidence les sources d'autorités et leurs objectifs permet de mieux comprendre l'enracinement social d'une problématique. Enfin mettre à l'avant plan la construction de l'ennemi en le concevant comme un instrument construit dans un objectif de légitimer les moyens d'action et de garantir la cohésion sociale, sont également des moyens utiles pour le chercheur de mieux appréhender la réalité médiatique.

Si ces questions sont autant de clés permettant de décroquer le message médiatique, il est essentiel de replacer cette analyse dans une vision processuelle et itérative du régime médiatique et donc du spectacle politique. Il est évident qu'une telle analyse débouche sur des incertitudes, des questionnements et sur des objets encore flous. Elle mène également à la construction d'une première interprétation et ne peut, en tout état de cause tendre à la généralisation. Pour ce faire, des techniques plus poussées, telles que les techniques d'analyse du discours, sont plus adaptées. Il nous semble néanmoins qu'une déconstruction du discours médiatique doit tendre, tout au moins, à mieux comprendre les interactions et les jeux d'influence s'opérant autour de la construction de message médiatique. Cet état d'esprit, et cette approche méthodique reviennent ainsi à donner à l'analyse des problèmes sociaux, toute la dimension et la finesse qu'il leur est dû.

³⁷ Edelman M., *Op. Cit.*, p.178.

Bibliographie

- Ball-Rokeach S. J., DeFleur M., A dependency model of mass media effects, *Communication Research*, Vol. 3, n°3, 1976, p. 3-21.
- Beck U., *Risk society*, Sage Publications, London, 1992.
- Bimber B., How information shapes political institutions, in Graber D., *Media power in politics*, CQPress, Washington D. C., 2006, p. 8-18.
- Borraz O., Devigne M., Salomon D., *Controverses et mobilisations autour des antennes relais de téléphonie mobile*, CSO, Paris, 2004.
- Brunet S., (2002), Biotechnologies modernes et processus de prise de décision publique, in Brunet S. et al., *L'expertise en question*, P.I.E. Peter Lang, 2002, p.131-150.
- Callon M., Eléments pour une sociologie de la traduction – La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc, *Année Sociologique*, 1986, n° 36, p. 169-208.
- Cavalier-Croissant V., Spano W., Touboul A., Rebillard F., De la culture comme image de marque aux marques journalistiques de la culture-Epok, le magazine de la FNAC, in Ringoot R., Utard J.-M., *Le journalisme en invention. Nouvelles pratiques, nouveaux acteurs*, Presses Universitaires de Rennes, Coll. Res Publica, Rennes, 2005.
- Demers F., Déstructuration et restructuration du journalisme, *TIC et société*, Coll. 1, n°1, 2007.
- Derville G., *Le pouvoir des medias: mythes et réalités*, PUG, Coll. Politique « En plus », Grenoble, 2005.
- Downs A., Up and down with ecology : the issue-attention cycle, *The Public Interest*, n°28, 1972, p. 38-50.
- Edelman M., *Pièces et règles du jeu politique*, Seuil, Paris, 1991.
- Fallon C. et Lamotte P., *Une Réaction citoyenne, Les leçons d'un comité d'action à Mellery*, Ed. Luc Pire et Fondation Roi Baudouin, Bruxelles, 1997.
- Fallon C., Joris G., Zwetkoff C. (2009), Using stakeholders' expertise in EMF and soil contamination to improve the management of public policies dealing with modern risk: when uncertainty is on the agenda, in Martorell S. (Ed.) et al., *Safety, reliability and risk analysis*, Vol. 2, p. 1609- 1617.
- Fallon C., Joris G, Zwetkoff C., Agir collectivement aujourd'hui et demain : la société du risque comme vecteur de changement, in Jacquemain M., Delwit P. (Dir.), *Engagement d'actualité et actualité des engagements*, Bruylant, Coll. Sciences Politique, Bruxelles, 2010, p. 217-244.
- Fallon C. et Laurent C., Interlocking biological and political uncertainties in public decision making: a case study at Mellery (Belgium), Society for Risk Analysis-Europe Annual Meeting; "Risk Analysis: Opening the Process", Paris, 1998.
- Fallon C., *La crise de la vache folle à la lumière de ses réseaux*, in CURAPP, *Questions sensibles*, PUF, 1998, p.107-123.
- Fallon C., *Une Réaction citoyenne, Les leçons d'un comité d'action à Mellery*, Ed. Luc Pire et Fondation Roi Baudouin, Bruxelles, 1997.
- Gamson W.A., Modigliani A., Media discourse and public opinion on nuclear power : a constructionist approach, *American Journal of Sociology*, 95 (1), 1989, 1-37.
- Gerstlé J., Les sensibilités à l'information politique, in CURAPP, *Questions sensibles*, PUF, Paris, 1998, p. 124-147.
- Giltin T., *The whole world is watching*, University of California Press, Los Angeles – Berkeley, 1980.
- Kahlor L., Dunwoody S., Griffin R., Neuwirth K., Giese J., Studying heuristic-systematic processing of risk communication, *Risk Analysis*, Vol. 23, n°2, 2003, 355-368.
- Lasswell H., *Who gets what, when, and how ?*, McGraw-Hill, New-York, 1936.
- Lazar J., La médiatisation des questions sensibles, in CURAPP, *Questions sensibles*, PUF, 1998, p.135-147.
- Lévy P., *Collective intelligence : mankind's emerging world in cyberspace*, Perseus, Cambridge Mass., 1997.
- Manin B., *Principes du gouvernement représentatif*, Ed. Flammarion, Coll. Champs, Paris, 1995.
- Santanna F., Le journalisme brésilien : médias de source et profit du marché du travail, *Les cahiers du journalisme de Lille*, n°16, 2006, p. 168-188.

Schneider A., Ingram H., Social construction of target populations : implications for politics and policy, *American Political Science Review*, Vol. 87, n°2, 1993, p. 334-347.

Tuchman G., *The TV establishment*, Englewood Cliffs, New-York, 1974.